

**Grèce - Union européenne -  
Transports - Communiqué de  
presse du ministère de la transition  
écologique et solidaire et du  
ministère grec des infrastructures et  
des transports**  
(Paris, 12 février 2018)

La France et la Grèce affirment leur engagement à construire une Europe qui protège les travailleurs, notamment dans le secteur du transport routier et à établir un partenariat bilatéral sur les projets de transport

Mme Elisabeth Borne, ministre française chargée des transports, et M. Christos Spirtzis, ministre grec des infrastructures et des transports, se sont rencontrés à Paris le lundi 12 février 2018. Cette réunion s'inscrit dans le cadre d'une coopération ancienne et intense entre les deux pays.

Les ministres ont eu un échange de vues sur des sujets européens d'intérêt commun. En ce qui concerne le premier paquet de mobilité de l'UE, ils ont partagé leurs préoccupations respectives et leurs nombreux points d'accord après le Conseil des ministres des transports à Bruxelles en décembre dernier. La France et la Grèce sont toutes deux engagées dans la lutte contre la fraude et le dumping social et dans l'application du détachement au secteur du transport. Si la libre circulation dans le marché intérieur doit être préservée, cela doit se faire sans compromettre les conditions de vie et de travail des conducteurs de camions.

Mme Borne et M. Spirtzis ont convenu qu'un travail conjoint sur ces questions entre la Grèce et les membres de l'Alliance du Routier constituerait la bonne approche. À cet égard, la prochaine réunion ministérielle de l'Alliance du Routier serait l'occasion d'inviter la Grèce.

Les ministres ont également eu un échange de vues sur leurs politiques respectives en matière d'infrastructures et de transports. Ils ont convenu qu'il existe un terrain d'entente pour renforcer leurs relations bilatérales dans ces secteurs. Ils ont également convenu de promouvoir la coopération entre les entreprises françaises et grecques pour des projets communs tant en France et en Grèce que dans les pays tiers.

Elisabeth Borne a déclaré: «La France et la Grèce sont profondément et fortement pro-européennes, mais l'UE doit se réformer, être plus lisible, plus compréhensible et viser l'harmonisation sociale par le haut. La France et la Grèce travailleront main dans la main sur ce sujet stratégique et avec les autres membres de l'Alliance du Routier. Dans le même temps, nous renforcerons notre coopération bilatérale pour travailler plus étroitement ensemble sur des projets de mobilité et d'infrastructures, à la fois dans nos deux pays et à l'étranger. Certains projets clés ont été identifiés et nos ministères et nos services mettront en oeuvre cette feuille

de route dans les prochains mois».

Christos Spirtzis a déclaré: «La Grèce et la France ont aujourd'hui donné un nouveau rythme au renforcement et à l'élargissement de leur coopération et de leur synergie dans les domaines des transports et des infrastructures tant dans le cadre de l'UE que vers les pays tiers. Nous croyons qu'avec des réglementations justes et justifiées ainsi qu'un système de contrôle adéquat, nous pouvons réaliser la vision d'un transport compétitif et durable au sein de l'Union européenne. La Grèce et la France ont convenu que le paquet mobilité offre une opportunité pour la restructuration et la promotion des changements nécessaires dans le transport routier afin de réaliser un marché européen qui fonctionnera et garantira les conditions d'une concurrence loyale, la promotion des nouvelles technologies pour un meilleur contrôle et les droits sociaux des travailleurs du secteur.

Sur le plan bilatéral, nous avons décidé d'explorer toutes les possibilités d'intensifier notre coopération dans des projets d'infrastructures clés. Enfin, nous pensons qu'il existe de vastes possibilités de synergies entre nos entreprises pour entreprendre conjointement des projets d'infrastructures et d'autres projets dans des pays tiers, en combinant leur expérience et leurs connaissances»./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)